



COLORADO

Soyez inspirés



RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2022

SOMMAIRE

04

Brève présentation
de COLORADO

06

Faits marquants

08

Rapport «ESG»
- Environnement - Social - Gouvernance

24

Comptes annuels sociaux

49

Rapport des contrôleurs de
comptes

SOMMAIRE

53

Rapport Spécial des contrôleurs de comptes sur les conventions réglementées

56

Etat des honoraires versés aux contrôleurs de comptes

57

Rapport de gestion

Brève présentation de COLORADO

Raison sociale	COLORADO	
Objet social	<ul style="list-style-type: none"> • L'importation, l'exportation, l'achat, la vente, la représentation, la commission, la consignation de tous pigments et colorants industriels et alimentaires, toutes peintures pour tous usages, tous articles de broserie, de droguerie et ménagers ainsi que tous produits chimiques. • La fabrication et le conditionnement de ces mêmes produits et articles. • L'étude, la prise, l'acquisition, l'exploitation, la cession ou la concession de tous brevets, procédés ou marques de fabrication, ainsi que tous droits d'exploitation de brevets d'invention se rapportant aux activités ci-dessus. • Toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, mobilières ou immobilières, industrielles, commerciales ou financières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou annexes. • La participation directe ou indirecte de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, commandite, souscription ou achats de titres ou de droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation. 	
Forme juridique	Société Anonyme	
Date de création	30/05/1962	
Siège social	Route My Thami Km 15 C Rurale Oulad Azouz Dar Bouaaza Nouaceur	
Capital social	161 176 110 DH	
Actionnariat	COLBERT FINANCES SA	71,94%
	DIVERS ACTIONNAIRES	25,48%
	Soleiman BERRADA	2,09%
	Josette DUCASTEL	0,35%
	Sophia BERRADA	0,14%
	Total	100%
Métier(s) / Domaine(s) d'activités	Fabrication de peintures et vernis	

Brève présentation de COLORADO

Principaux produits ou services actuels	<ul style="list-style-type: none"> • Peinture décoratives : intérieur et extérieur • Peintures vinyliques (à eau) • Peintures Glycérophthalique (à base de solvant) • Enduits • Vernis • Peintures fonctionnelles et : peinture d'étanchéité, peinture pour piscines, peinture autonettoyante de façade, peinture pour sols industriels... • Diluants
Marché(s) servi(s)	Marché Marocain, Marchés Africains, Moyen Orient et Europe
Effectifs :	<ul style="list-style-type: none"> • Total : 277 dont • Cadres et cadres supérieurs : 100
Agrégats financiers du dernier exercice clos (KDH)	<ul style="list-style-type: none"> • Chiffre d'affaires : 610 MDH, dont chiffre d'affaires à l'export : 69.5 MDH • Valeur ajoutée : 131.6 MDH • Résultat d'exploitation : 59.8 MDH • Résultat net : 35.3 MDH • Total bilan : 542 MDH
Principaux points forts et avantages concurrentiels de l'entreprise	<ul style="list-style-type: none"> • Place de leader national de fabrication de peintures • Notoriété au Maroc et à l'étranger • Gamme de produit très large grâce aux efforts d'innovation permanente (activité recherche et développement soutenue dans les laboratoires de COLORADO) • Outil de production moderne et à la pointe de la technologie • Situation financière saine • Capital humain de grande valeur • Une stratégie marketing dynamique basée sur l'innovation • Une démarche qualité globale et volontaire
Principales menaces actuelles pour l'entreprise	<ul style="list-style-type: none"> • Concurrence déloyale • Falsification de marque
Certifications	<ul style="list-style-type: none"> • Les certifications ISO : COLORADO est la seule société de son secteur triplement certifiée ISO 14001 pour l'environnement, ISO 45001 pour la santé et sécurité au travail et ISO 9001 pour la qualité. • La catégorisation fiscale : COLORADO est la seule société de peinture à être catégorisée fiscalement de la part de la Direction Générale des Impôts. • COLORADO est également opérateur économique agréé auprès de la douane. Il s'agit d'un statut plus avancé que celui de la catégorisation douanière. COLORADO fait ainsi partie d'une poignée de sociétés d'envergure à avoir décroché ce précieux sésame. • Depuis 2013, COLORADO est "Entreprise sans Tabac" en collaboration avec la fondation Lalla Salma. • Conformément à sa politique de développement durable et à son engagement de limiter l'impact de ses activités sur l'environnement, COLORADO a réussi avec succès à renouveler sa certification ECOLABEL d'une large gamme de produits ECOLABEL, qui est le seul label écologique officiel européen utilisable dans tous les pays membres de l'Union Européenne. • Obtention de la certification du Système de Management de la Sécurité d'Information (SMSI) selon la norme internationale IS 27001.

Faits marquants de l'exercice 2022

Principaux faits marquants de l'exercice 2022

- L'exercice 2022 a connu une évolution du chiffre d'affaires et de l'activité en général.
- Les prix des intrants ont poursuivi leur trend haussier en 2022.
- Lancement sur le marché de plusieurs nouveaux produits (toutes gammes confondues) développés par notre laboratoire Recherches & Développement.

 <p>Colofer 850 g</p> <p>Colofer est un mastic polyester de charge et de finition des irrégularités et des dommages à la surface des carrosseries.</p>	 <p>Colomax 1kg, 5 kg, 10 kg, 20 kg, 30 kg et 45 kg</p> <p>COLOMAX est une peinture mate à base de dispersion vinylique. Classe AFNOR T36-005 ; Famille I classe 7a2. COLOMAX s'applique sur revêtement en maçonnerie intérieure, extérieure, boiserie et plâtre. Elle est inodore, possède une très bonne blancheur et un bon pouvoir couvrant.</p>	 <p>Diluant C33 1L</p> <p>Le Diluant universel C33 à base de mélange de solvants a un grand pouvoir diluant, un bon pouvoir solubilisant et solvant et améliore l'étalement et l'aspect de la peinture.</p>
 <p>Clean Air 5 kg</p> <p>CLEAN AIR est une peinture dépolluante qui purifie l'air intérieur grâce à un principe actif qui détruit les aldéhydes présents dans l'air intérieur. La destruction est de 60% de formaldéhyde en 24h.</p>	 <p>Granito 25 kg</p> <p>Granito est un revêtement décoratif épaissi à base de résine vinylique et de grains minéraux colorés.</p> 	



OXYGÈNE
PEINTURES ECOLOGIQUES

Gamme de peintures écologiques en phase aqueuse, à base de résine écologique nouvelle génération, pour la protection et décoration des surfaces murales neuves et d'entretien.



COLORADO
Soyez inspirés



AMAN'MAT
présentant un aspect mat lisse

AMAN'SAT
présentant un aspect satiné lisse

AMAN'LAC
présentant un aspect brillant lisse

Sans Odeur

- ✔ Très blanc
- ✔ Très couvrant
- ✔ Très facile à nettoyer

AMAN'MAT
PEINTURE ACRYLIQUE MAT



AMAN'SAT
PEINTURE ACRYLIQUE SATINEE



AMAN'LAC
PEINTURE ACRYLIQUE BRILLANTE



- Renouvellement avec succès des certifications du système de management qualité (SMQ) selon les normes ISO 14001 V2015 pour l'environnement, ISO 45001 V2018 pour la sécurité et santé au travail ainsi que la certification pour la qualité selon le référentiel ISO 9001 V2015.
- Obtention de la certification du Système de Management de la Sécurité d'Information (SMSI) selon la norme internationale IS 27001
- Grâce à sa stratégie soutenue en matière de Recherche & Développement et à l'expertise de ses équipes, COLORADO dispose depuis plusieurs années d'une gamme écologique certifiée « ECOLABEL ».
- Nomination en Mars 2022 de Mme LOTFI Merième en tant que Directrice Générale déléguée sur proposition de M Chagar Abed Administrateur, Directeur Général.



Faits marquants de l'exercice 2022

Des fondamentaux financiers solides :

Les ratios d'endettement, de solvabilité et de liquidité restent à des niveaux très performants :

Ratio	Mode de calcul	Fin 2020	Fin 2021	Fin 2022
Poids de l'endettement	DLMT/ Capitaux permanents	6,2%	7,5%	6,0%
Capacité d'endettement	DLMT/Capitaux propres	6,6%	8,1%	6,4%
Autonomie financière	Capitaux propres / Total Bilan	57,9%	48,9%	59,0%
Liquidité générale	Actif Circulant (y compris la trésorerie Actif) / passif circulant (y compris la trésorerie Passif)	200,0%	169,0%	203,0%

A - Éléments Généraux :

- Stratégie en matière de responsabilité sociétale et environnementale

Pour COLORADO, engager une démarche de développement durable signifie rechercher une performance non seulement financière, mais aussi sociale et environnementale.

En 2013, et dans la continuité de sa démarches Qualité, Environnement, Santé et Sécurité au travail, COLORADO a mis en place, selon la norme ISO 26000, une démarche RSO qui vise une performance globale et durable.

Selon cette norme, la responsabilité d'une organisation vis-à-vis des impacts de ses décisions et de ses activités sur la société et sur l'environnement, se traduit par un comportement transparent et éthique qui :

- Contribue au développement durable y compris à la santé et au bien-être de la société.
- Prend en compte les attentes des parties prenantes.
- Respecte les lois en vigueur et est compatible avec les normes internationales.
- Est intégré dans l'ensemble de l'organisation et mis en œuvre dans ses relations.

Pour définir le périmètre de sa responsabilité sociétale, identifier les domaines d'action pertinents et fixer ses priorités, COLORADO a mis en place une politique RSO qui couvre les questions centrales suivantes :

- La gouvernance de l'organisation
- Les droits de l'Homme
- Les relations et conditions de travail
- L'environnement
- La loyauté des pratiques
- Les questions relatives aux consommateurs
- Les communautés et le développement local

Pour souligner cet engagement, une politique globale de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSO) a été formalisée.

Les points clés de cette politique sont les suivants :

- Maintenir l'intégrité de l'environnement par :
 - La prévention de la pollution et la minimisation de l'impact environnemental de nos activités (rejets atmosphériques, rejets liquides, déchets, changement climatique),
 - L'orientation de la recherche et développement vers l'éco-conception,
 - L'optimisation de l'utilisation des ressources naturelles (réduction de la consommation énergétique et de la consommation en eau, réduire le gaspillage valorisation et réutilisation des déchets).

Rapport «ESG»

- Environnement - Social - Gouvernance

- Viser l'efficacité économique pour créer une économie innovante et prospère par le maintien d'une relation client basée sur l'écoute et l'innovation, la satisfaction des besoins présents des clients et l'anticipation de leurs attentes futures.
- Dialoguer et travailler, de manière progressive, avec les parties prenantes qui sont invitées à collaborer à l'atteinte de nos objectifs en matière de développement durable.
- Assumer notre responsabilité sociale à l'égard de nos collaborateurs et de la société en :
 - Améliorant le « bien-être » et les conditions au travail afin de permettre aux salariés d'adhérer aux projets de l'entreprise et de favoriser leur épanouissement professionnel,
 - Consultant et faisant participer les travailleurs ou leurs représentants dans la mise en œuvre des mesures visant l'élimination des dangers et la réduction des risques SST liés à nos activités,
 - Mettant en œuvre le programme « Entreprise sans tabac » portant sur une large information et sensibilisation sur les méfaits du tabac, protection contre le tabagisme passif, aide au sevrage accordée aux fumeurs volontaires.
 - Renforçant nos actions humanitaires auprès des associations et de la collectivité locale.
- Promouvoir l'équité et l'égalité genre entre nos différents collaborateurs et ceci en :
 - Favorisant l'accès aux postes de responsabilités selon le mérite loin de toutes considérations genre,
 - Veillant à l'égalité genre dans nos pratiques ressources humaines,
 - Préservant l'équilibre vie privée-vie professionnelle.
- Respecter une éthique rigoureuse et ceci passe par :
 - Le respect des exigences légales et réglementaires y compris la législation en vigueur en matière d'emploi, de protection sociale et des droits fondamentaux au travail ainsi que les exigences des parties intéressées,
 - Des pratiques loyales à l'égard de toutes nos parties prenantes,
 - La lutte contre la corruption.
- Améliorer continuellement notre responsabilité sociétale qui intègre la qualité, la santé et sécurité, l'environnement et le social.

NB : pour l'élaboration de ce rapport, aucun référentiel international reconnu en la matière n'est retenu.

Rapport «ESG»

- Environnement - Social - Gouvernance

Analyse de la matérialité :

A COLORADO, l'analyse de matérialité s'est faite selon les étapes suivantes :

- Identification des parties prenantes de l'entreprise internes et externes.
- Identification des enjeux environnementaux, sociaux et légaux pertinents pour l'entreprise. Cette identification se fait à travers l'étude du contexte global (économique, social, environnemental et légal), le dialogue avec les parties prenantes (à travers des interviews, enquêtes, questionnaires...), l'analyse documentaire et les entretiens avec les différents pilotes de processus en interne et avec la Direction Générale.
- La priorisation de chacun de ces enjeux pour les parties prenantes internes et externes à travers l'évaluation de leurs impacts.
- La représentation sur une matrice de matérialité de chaque sujet assurant l'enjeu business pour l'entreprise.
- La validation des enjeux prioritaires par l'entreprise avec une révision dans une démarche d'amélioration continue. Une revue annuelle est effectuée afin d'assurer la mise à jour de la matrice de matérialité et sa cohérence avec les objectifs stratégiques de la société.

Une fois l'analyse des attentes des parties prenantes faite et en fonction de l'enjeu stratégique pour la société, les éléments de réponse sont définis par cible et suivis.

B - Éléments Spécifiques

B1-: Informations environnementales

Consciente que ses activités ont un impact sur l'environnement, COLORADO adopte une approche citoyenne et responsable prenant en compte les implications directes et indirectes de ses décisions et activités sur l'environnement tout en tenant compte des aspects économiques et sociaux.

Ainsi, COLORADO a défini l'ensemble des enjeux environnementaux induits par ses activités.

Ces enjeux sont les suivants :

- Limiter et prévenir les pollutions générées par les activités de l'entreprise : pollution du sol, de l'air, de la nappe phréatique...,
- Optimiser l'utilisation des ressources naturelles,
- Réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Rapport «ESG»

- Environnement - Social - Gouvernance

Afin d'organiser ses activités de manière à maîtriser ses impacts sur l'environnement tout en atteignant ses objectifs, COLORADO a mis en place un management environnemental dans le cadre de la norme ISO14001-V2015.

Brève présentation de la norme ISO14001-V2015 :

Selon L'ISO (Organisation internationale de normalisation) :

« La norme ISO 14001:2015 spécifie les exigences relatives à un système de management environnemental pouvant être utilisé par un organisme pour améliorer sa performance environnementale. La norme internationale est destinée à être utilisée par les organismes souhaitant gérer leurs responsabilités environnementales d'une manière systématique qui contribue au pilier environnemental du développement durable.

ISO 14001:2015 permet d'aider un organisme à obtenir les résultats escomptés de son système de management environnemental, lesquels constituent une valeur ajoutée pour l'environnement, pour l'organisme lui-même et pour les parties intéressées. En cohérence avec la politique environnementale de l'organisme, les résultats escomptés d'un système de management environnemental incluent:

- l'amélioration de la performance environnementale;
- le respect des obligations de conformité;
- la réalisation des objectifs environnementaux.» source site internet ISO : <https://www.iso.org/fr/standard/60857.html>.

La démarche qui a été suivie par COLORADO est la suivante :

- Identifier les exigences réglementaires en matière de protection de l'environnement auxquelles la société est soumise,
- Évaluer les écarts et les mesures à prendre pour les combler,
- Identifier les aspects environnementaux significatifs découlant de la stratégie de la société,
- Identifier les engagements et les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les résultats et enfin,
- Suivre les résultats des indicateurs et mettre en place les outils nécessaires permettant l'amélioration continue du système mis en place.

Rapport «ESG»

- Environnement - Social - Gouvernance

Les activités ayant un impact sur l'environnement :

COLORADO intègre les aspects environnementaux dans la conception et le développement de ses produits (éco-conception) en se basant sur une approche d'analyse de cycle de vie des produits.



Ainsi, les activités opérationnelles de COLORADO ayant un impact sur l'environnement sont :

- La conception et le développement de nouveaux produits ,
- L'achat des matières premières et en général l'achat des intrants nécessaires à la production,
- La production des produits destinés à la vente,
- La livraison du produit fini aux clients,
- Le stockage chez les clients et l'utilisation du produit fini,
- stratégique pour la société, les éléments de réponse sont définis par cible et suivis.

La politique de COLORADO en matière de protection de l'environnement s'articule autour des piliers suivants :

La prévention de la pollution :

A travers l'identification des activités sources de pollution et l'analyse des textes réglementaires, il s'agit d'assurer une surveillance régulière des pollutions majeures et de prendre les actions nécessaires afin de prévenir et limiter l'impact des activités potentiellement polluantes.

Il s'agit de limiter et prévenir la pollution sous tous ses aspects : la pollution de l'eau, de l'air et des sols.

L'utilisation durable des ressources :

COLORADO met en œuvre des pratiques permettant d'optimiser les consommations d'énergie et l'utilisation de l'eau. Elle sensibilise l'ensemble de ses salariés à l'utilisation responsable des ressources et notamment l'eau et l'énergie.

Les actions et mesures mises en place pour évaluer et minimiser les impacts environnementaux de l'activité :

COLORADO a mis en place une matrice pour évaluer les impacts de chaque activité en tenant en compte la gravité et la fréquence afin d'identifier les impacts environnementaux significatifs.

Les principales mesures prises afin de maintenir l'intégrité de l'environnement sont les suivantes :

- La prévention de la pollution et la minimisation de l'impact environnemental de nos activités (rejets atmosphériques, rejets liquides, déchets, changement climatique),
- L'orientation de la recherche et développement vers l'éco-conception,
- L'optimisation de l'utilisation des ressources naturelles : réduction de la consommation énergétique et de la consommation en eau, réduction du gaspillage, valorisation et réutilisation des déchets.
- Gestion des déchets : les mesures prises sont comme suit :
 - Mise en place d'une organisation de tri des déchets à la source,
 - Le traitement et l'élimination des déchets industriels dangereux est confié à des prestataires agréés.
- La consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que les mesures mises en place pour l'optimisation de ces consommations :
 - Mise en place d'un plan d'actions pour maîtriser les impacts environnementaux significatifs :
 - Mise en place des stations de lavages industriels ;
 - Mise en place des rétentions dans les produits présentant un risque de déversement ;
 - La chasse aux fuites d'eau : sensibilisation du personnel pour déclarer les fuites constatées et mises en place des compteurs pour surveiller toutes les sources d'eau...
 - Rondes de vérification pour s'assurer que la lumière et la climatisation sont éteintes hors les heures de travail ;
 - COLORADO fait un suivi régulier de la consommation de l'énergie pour prendre les mesures adéquates en cas d'augmentation ;
 - L'entretien périodique des machines et des installations électriques pour garantir la stabilité du niveau de la consommation électrique ;
 - COLORADO a procédé au remplacement des ampoules dans les sites industriels par des LED pour réduire la consommation électrique ;
 - Sensibilisations de tous les intervenants et formation des chauffeurs sur l'éco-conduite.

A ce jour, aucun litige ou poursuite, relatifs à des problématiques d'ordre environnemental, n'est enregistré.

B2-: Informations Sociales

En matière de gestion des ressources humaines, COLORADO veille à maintenir la cohésion interne et l'adhésion de ses salariés aux valeurs de l'entreprise et à ses objectifs de performance.

Sa politique est fondée sur la mobilisation de l'ensemble du personnel en leur offrant des conditions de travail et d'évolutions attractives.

Evolution et structure de l'effectif

- Effectif de COLORADO :

Année	2020	2021	2022
Effectif global	304	295	277

L'effectif employé connaît une légère baisse due essentiellement à une légère baisse de l'activité et l'automatisation de plusieurs postes en production.

- La répartition de l'effectif par catégorie est comme suit :

Effectif par catégorie	2020	2021	2022
Cadre	90	102	100
Employé	179	158	144
Ouvrier	35	35	33
Total	304	295	277

Le taux d'encadrement enregistré à fin 2022 est de 36,1% de l'effectif global contre 34,5% enregistré en 2021.

Rapport «ESG»

- Environnement - Social - Gouvernance

- La répartition de l'effectif par tranche d'âge est comme suit au 31 décembre 2022 :

Age moyen	Nombre
25 - 30	21
31 - 40	103
41 - 50	92
Plus que 50	61
Total	277

L'âge moyen du personnel de COLORADO à fin 2022 est de 42 ans.

La répartition de l'effectif par ancienneté est la suivante :

Ancienneté	2020	2021	2022
MOINS DE 2 ANS	32	27	19
[2-5]	69	68	56
]5-10]	91	82	76
SUPERIEUR à 10 ANS	112	118	126

La politique des ressources humaines de COLORADO s'appuie sur le recrutement des profils adéquats par rapport aux besoins de chaque poste, la fidélisation et la motivation des ressources humaines par les formations, les différentes manifestations destinées à partager la même vision et les mêmes ambitions et une politique sociale destinée en grande partie au personnel qui en a besoin.

Politique de recrutement

La politique de recrutement est un pilier essentiel au bon développement de COLORADO. Cette politique repose principalement sur les objectifs suivants :

- Assurer une adéquation entre les profils recrutés (en interne ou en externe) et les postes à pourvoir dans le but de garantir la compétitivité de la société ;
- Constituer des équipes homogènes capables de relever tout changement éventuel et de s'adapter aux différents projets de développement de la société ;

Le recrutement de chaque collaborateur est précédé d'une présélection des profils susceptibles de répondre aux besoins du poste. Après les différents entretiens passés, le candidat retenu entre en phase d'intégration.

En fonction de la mission de la nouvelle recrue, la société définit un parcours d'intégration. En effet, chaque recrue doit passer obligatoirement par la direction des ressources humaines et le département QSE (Qualité, Sécurité Environnement) pour prendre connaissance de l'activité de la société, son organisation, et sa politique QSE, mais également par les autres services en relation avec le poste. Chaque nouvelle recrue reçoit un guide Ressources Humaines qui reprend l'ensemble des règles qui régissent la vie interne au sein de la société.

A la fin de la période d'intégration, le responsable qualité et la direction ressources humaines reçoivent en entretien la nouvelle recrue pour une synthèse de la période d'intégration et la remise du descriptif de poste.

La recrue est aussi évaluée à l'issue de la période d'essai sur la base des critères suivants : la ponctualité, la capacité d'adaptation, l'initiative, l'esprit d'équipe, la ténacité, la communication, l'atteinte des objectifs, l'organisation et la qualité du travail.

A partir des besoins et prévisions de l'activité, le recrutement s'effectue suivant le processus suivant :

- Expression, analyse et validation du besoin en recrutement ;
- Prospection des candidatures : les candidats peuvent être internes ou externes. Une procédure de mobilité permet au personnel d'évoluer en interne ;
- Gestion et suivi des candidatures ;
- Intégration de la nouvelle recrue ;
- Contrôle et audit de l'efficacité du recrutement.

Politique de formation

Chaque année, COLORADO établit en interne un plan de formation pour définir les actions de formation nécessaires.

Les besoins en formation sont déterminés à partir de :

- Objectifs d'organisation de la société définis par la direction générale ;
- La collecte des besoins en formation à travers des entretiens avec les responsables de départements et à travers les entretiens d'évaluation annuelle.

La formation constitue un axe stratégique dans la politique de COLORADO.

Elle est destinée à améliorer continuellement les compétences du personnel au niveau de chaque service stimulant ainsi le développement des performances et du savoir-faire de l'entreprise.

Des formations diversifiées sont réalisées dans les domaines suivants : techniques de vente, management, finances, hygiène et sécurité, informatique...etc.

Etant consciente de l'importance de la formation dans l'épanouissement professionnel de chacun de ses collaborateurs, COLORADO programme des formations tout au long de l'année touchant l'ensemble du personnel.

Indicateurs liés à la formation (en Dhs)	2020	2021	2022
Budget formation HT	91 250	184 250	280 700
Nombre jour de formation par an (en jours hommes)	112	189	281
Nombre de personnes concernées	87	117	139

Politique de rémunération

La rémunération est l'un des moyens clé que la société COLORADO possède pour retenir ses meilleurs éléments et attirer de nouveaux candidats à rejoindre ses rangs. La stratégie étant de trouver l'équilibre entre la satisfaction des demandes des employés et les budgets de l'organisation.

Ainsi, la politique de rémunération de COLORADO repose sur les objectifs suivants : à pourvoir dans le but de garantir la compétitivité de la société ;

- Mise en place d'une grille salariale qui assure une rétribution juste en fonction des postes existants et ceux à pourvoir ;
- Attirer et recruter des candidats répondant aux besoins de l'organisation ;
- Respecter l'équité interne ;
- Contrôler les charges sociales liées à la masse salariale.

Le système de rémunération est composé d'une partie fixe exclusivement (pour les emplois administratifs) et d'une partie variable pour la force de vente.

COLORADO a mis en place une politique de rémunération qui prend en compte le niveau d'instruction du salarié, sa compétence, son expérience professionnelle et surtout son apport à la société dans le cadre des fonctions qui lui sont assignées.

En plus du salaire, une prime annuelle est accordée au personnel selon la performance de chacun, en fonction de la réalisation de ses objectifs et des résultats de l'entreprise.

Politique sociale

Dans le cadre de sa politique sociale, COLORADO offre des avantages et des conditions favorables à l'ensemble du personnel salarié. L'objectif de cette politique est de créer une véritable cohésion de l'ensemble des collaborateurs autour de la vision de l'entreprise et leur adhésion aux valeurs fondamentales de la société. Le personnel de COLORADO bénéficie ainsi des avantages légaux prévus par la loi, à savoir les congés annuels payés, l'assurance accident de travail, l'affiliation à la CNSS, etc. Les salariés bénéficient en outre d'une assurance maladie, incapacité, invalidité ; ils bénéficient également du régime de retraites CIMR.

Parmi les autres avantages sociaux dont bénéficient les salariés de COLORADO :

- **Assurance groupe maladie** : Assurance Maladie de base et Assurance maladie complémentaire.

Rapport «ESG»

- Environnement - Social - Gouvernance

- **Octroi de prêts au personnel :** COLORADO accorde des prêts à long terme sans intérêts destinés à l'acquisition d'un logement ou d'une voiture, et dont la durée de remboursement est de 5 ans maximum.
- **Convention avec des établissements de crédit :** COLORADO a signé plusieurs conventions avec des banques partenaires pour faire bénéficier ses collaborateurs de prêts habitats et consommation à des taux préférentiels.
- **Fonds de solidarité :** COLORADO dispose d'un fonds de solidarité social dont les ressources sont composées d'une part salariale et d'une part patronale. Le fonds est géré par un comité social en charge d'instruire et d'étudier les dossiers des personnes susceptibles de bénéficier de l'aide du fonds et de statuer sur la recevabilité de leurs demandes.
Ce fonds est destiné principalement à verser une contribution sociale lors de tout événement heureux ou malheureux majeur survenu dans la vie du salarié (mariage, naissance, décès...) et vient aussi en aide aux salariés les plus nécessiteux.
- **Pèlerinage :** COLORADO fait bénéficier chaque année ses ouvriers de l'avantage du pèlerinage à la Mecque. Cet avantage est accordé selon l'ancienneté aux ouvriers sélectionnés lors du tirage au sort par les autorités publiques. A ce titre, COLORADO prend en charge les frais de voyage aller/retour et paye la période d'accomplissement du Hadj comme période de travail effectif.

Politique de sécurité et hygiène

COLORADO dispose d'un comité d'hygiène et de sécurité. Le médecin de travail ainsi qu'un assistant médical interviennent au niveau des deux sites de production de COLORADO. Le but de ce dispositif étant de surveiller la santé du personnel et les conditions d'hygiène, et de relever les anomalies qui font l'objet de rapport soumis au comité d'hygiène et sécurité pour la mise en place d'actions correctives et préventives appropriées.

Par ailleurs, COLORADO dispose de services médicaux au niveau de ses deux sites de production qui assurent la visite médicale d'embauche ainsi que le suivi médical annuel de l'ensemble du personnel. Des campagnes de dépistage sont organisées annuellement pour surveiller en permanence la santé au travail (radio pulmonaire, analyses sanguines) .

Politique de mixité

Dans la continuité de sa politique de Responsabilité Sociétale, COLORADO vise une performance globale et durable et ce, en conciliant l'efficacité économique, le respect de l'environnement et l'équité professionnelle et sociale.

L'engagement de COLORADO dans la promotion de l'équité et l'égalité genre entre ses collaborateurs est intégré dans la politique RSO autour de trois axes principaux :

- Veiller à l'égalité genre dans les pratiques ressources humaines,
- Favoriser l'accès aux postes de responsabilités selon le mérite loin de toutes considérations genre,
- Préserver l'équilibre entre vie privée et vie professionnelle.

COLORADO est fermement convaincue que l'égalité professionnelle femmes-hommes, dans toutes les fonctions et à tous les niveaux de l'entreprise, est un gage de bien-être pour le personnel et un levier de performance économique incontournable.

Afin de développer la mixité professionnelle et de renforcer l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, COLORADO adopte au quotidien les pratiques ressources humaines suivantes :

- Promouvoir l'égalité à l'embauche : COLORADO recrute le ou la candidat (e) qui convient le mieux au poste. Elle s'interdit l'exclusion du ou de la candidat (e) pour motif de son sexe. Les offres d'emploi sont dés sexuées.
- Favoriser l'égalité des chances dans la formation : COLORADO assure à ses collaborateurs et collaboratrices un accès égal à la formation et au perfectionnement professionnels.
- Garantir l'égalité salariale : à COLORADO, les femmes et les hommes ont droit à un salaire égal pour un travail à valeur ajoutée égale.
- Promouvoir la culture de la «méritocratie» et égalité des chances : les femmes à COLORADO ont le même accès aux promotions que les hommes, quelques soient leur état civil ou leur situation familiale sans aucune discrimination.
- L'équilibre vie privée/vie professionnelle : COLORADO assure un aménagement des conditions de travail qui ne discrimine pas un sexe par rapport à l'autre. L'implémentation de politiques internes favorables à la famille représente ainsi un enjeu clé pour le bien-être et la productivité globale de l'entreprise.

La présence de femmes chez COLORADO est significative.

Les femmes représentent ainsi :

38% du conseil de l'administration

27% du comité de direction

39% de l'effectif cadres

14% de l'effectif global employés et cadres

Autres indicateurs :

Autres indicateurs	2020	2021	2022
Nb délégués du personnel	3	6	6
Nb accident de travail	2	0	4
Nb de licenciement	0	3	1
Nb de grèves	0	0	0
Litiges sociaux (collectif ou individuel)	1	0	0

Rapport «ESG»

- Environnement - Social - Gouvernance

B3-: Gouvernance

Composition de l'organe de gouvernance :	Nombre
* Membres exécutifs et non exécutifs	8
* Membres indépendants	1
* Membres non exécutifs	6
* Critères retenues pour la qualification d'administrateurs indépendants	Critères légaux en la matière
* Dates de nomination des membres de l'organe de gouvernance, et date d'expiration de leur mandat	Voir tableau ci-dessous
* Fonctions au sein de l'instance de gouvernance, représentation des parties prenantes	Voir tableau ci-dessous
* la parité, et les règles de suivies en la matière	NA
* Nombre de mandats par administrateur	Voir tableau ci-dessous
* Existence de comités spécialisés, et le cas échéant leurs compositions respectives	Comité d'audit (voir tableau ci-dessous)
* Assiduités aux séances du conseil (Nb de réunion durant la période, taux de présence effective de chaque administrateur)	Voir tableau ci-dessous
* Rémunération des administrateurs	900 000,00 MAD

Comité d'audit :

Membre	Fonction	Date nomination
Mohamed Amine BENHALIMA	Président	24-09-2019
Sophia BERRADA	Membre	24-09-2019

Liste des administrateurs :

Membre	Fonction au sein de l'instance de gouvernance	Nb de mandats	Date nomination	Date expiration	Assiduités (Nb de réunion et tx)
Soleiman BERRADA	Président	1	15-5-2018	AGO 2023	100%
Abed CHAGAR	Administrateur Directeur Général	1	15-5-2019	AGO 2024	100%
Jossette DUCASTEL	Administrateur	1	15-5-2018	AGO 2023	100%
Sophia BERRADA	Administrateur	1	15-5-2019	AGO 2024	100%
Merièmè LOTFI	Administrateur D.G.A	1	15-5-2019	AGO 2024	100%
Mohamed Jaouad BERRADA	Administrateur	1	15-5-2019	AGO 2024	100%
Mohamed Amine BENHALIMA	Administrateur indépendant	1	15-5-2019	AGO 2024	100%
Colbert Finances	Administrateur	1	09-05-2017	AGO 2022	100%

Liste des communiqués de presse

	Date	Support
Indicateurs Trimestriels : T4-2021	26/02/2022	<ul style="list-style-type: none"> • L'Economiste • Site web COLORADO
Communiqué financier : résultats annuels 2021	24/03/2022	<ul style="list-style-type: none"> • L'Economiste • Site web COLORADO
Communiqué financier: résultats annuels 2021	22/04/2022	<ul style="list-style-type: none"> • L'Economiste • Site web COLORADO
Avis de convocation à l'AGM du 29-04-2022	28/03/2022	<ul style="list-style-type: none"> • L'Economiste • Site web COLORADO
Communiqué post AGM du 29-04-2029	04/05/2022	<ul style="list-style-type: none"> • L'Economiste • Site web COLORADO
Indicateurs Trimestriels : T1-2022	17/05/2022	<ul style="list-style-type: none"> • L'Economiste • Site web COLORADO
Augmentation de capital social	20-06-2022	<ul style="list-style-type: none"> • L'Economiste • Site web COLORADO
Indicateurs Trimestriels T2-2022	17/08/2022	<ul style="list-style-type: none"> • L'Economiste • Site web COLORADO
Communication financière semestrielle au 30-06-2022	30/09/2022	<ul style="list-style-type: none"> • L'Economiste • Site web COLORADO
Indicateurs Trimestriels : T3-2022	17/11/2022	<ul style="list-style-type: none"> • L'Economiste • Site web COLORADO

Comptes annuels sociaux 2022

COLORADO

du 01/01/2022 au 31/12/2022

Bilan (Actif) (Modèle Normal)

	A C T I F	EXERCICE			EXERCICE PRECEDENT
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net
	Immobilisations en non valeurs [A]	313 400,00	193 363,51	120 036,49	182 716,49
A	Frais préliminaires				
	Charges à répartir sur plusieurs exercices	313 400,00	193 363,51	120 036,49	182 716,49
C	Primes de remboursement des obligations				
	Immobilisations incorporelles [B]	7 480 846,06	2 303 538,86	5 177 307,20	4 469 605,69
T	Immobilisations en Recherche et Dev.				
I	Brevets, marques, droits et valeurs similaires	3 558 346,06	2 303 538,86	1 254 807,20	547 105,69
F	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles	3 922 500,00		3 922 500,00	3 922 500,00
	Immobilisations corporelles [C]	313 818 088,43	188 668 940,29	125 149 148,14	122 325 726,68
I	Terrains	27 445 760,00		27 445 760,00	27 445 760,00
M	Constructions	161 653 104,28	92 866 260,81	68 786 843,47	74 497 904,56
M	Installations techniques, matériel et outillage	99 937 294,09	79 462 434,67	20 474 859,42	14 572 736,15
O	Matériel de transport	8 990 093,75	8 765 797,83	224 295,92	518 588,14
	Mobilier, Mat. de bureau, Aménag. Divers	9 146 115,20	7 190 137,15	1 955 978,05	1 679 199,30
B	Autres immobilisations corporelles	511 182,39	384 309,83	126 872,56	136 103,79
I	Immobilisations corporelles en cours	6 134 538,72		6 134 538,72	3 475 434,74
	Immobilisations financières [D]	1 620 095,71		1 620 095,71	1 590 344,67
L	Prêts immobilisés	1 208 970,32		1 208 970,32	1 179 219,28
I	Autres créances financières	138 524,92		138 524,92	138 524,92
S	Titres de participation	272 600,47		272 600,47	272 600,47
	Autres titres immobilisés				
E	Ecart de conversion actif [E]				
	Diminution des créances immobilisées				
	Augmentations des dettes de financement				
	TOTAL (A+B+C+D+E)	323 232 430,20	191 165 842,66	132 066 587,54	128 568 393,53
A	Stocks [F]	195 373 821,55	1 557 271,83	193 816 549,72	193 152 451,74
C	Marchandises	5 020 569,66	255 915,92	4 764 653,74	7 476 743,34
T	Matières et fournitures consommables	116 184 022,77	408 197,87	115 775 824,90	107 996 467,32
I	Produits en cours	4 019 590,73		4 019 590,73	3 406 044,06
F	Produits intermédiaires et produits résiduels				
	Produits finis	70 149 638,39	893 158,04	69 256 480,35	74 273 197,02
	Créances de l'actif circulant [G]	259 893 332,38	51 073 822,55	208 819 509,83	194 143 329,79
C	Fournis, débiteurs, avances et acomptes	567 424,27		567 424,27	916 789,74
I	Clients et comptes rattachés	233 476 321,84	50 457 596,91	183 018 724,93	159 460 134,05
R	Personnel	68 148,91		68 148,91	186 262,87
C	Etat	22 673 820,47		22 673 820,47	32 715 455,80
U	Comptes d'associés				
L	Autres débiteurs	2 432 447,33	616 225,64	1 816 221,69	120 632,63
A	Comptes de régularisation- Actif	675 169,56		675 169,56	744 054,70
N	Titres valeurs de placement [H]				124 333 620,88
T	Ecart de conversion actif [I] Eléments circulants	211 268,80		211 268,80	235 649,19
	TOTAL II (F+G+H+I)	455 478 422,73	52 631 094,38	402 847 328,35	511 865 051,60
T	Trésorerie-Actif	7 076 274,29		7 076 274,29	7 947 832,50
R	Chèques et valeurs à encaisser	1 543 598,06		1 543 598,06	1 574 580,16
S	Banques, T.G et C.C.P	5 480 441,01		5 480 441,01	6 338 843,89
.	Caisse, Régie d'avances et accreditifs	52 235,22		52 235,22	34 408,45
.	TOTAL III	7 076 274,29		7 076 274,29	7 947 832,50
	TOTAL GENERAL I+II+III	785 787 127,22	243 796 937,04	541 990 190,18	648 381 277,63

Bilan (Passif) (Modèle Normal)

	P A S S I F	EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
	CAPITAUX PROPRES	320 069 776,22	317 356 069,34
F	Capital social ou personnel (1)	161 176 110,00	120 882 080,00
I	Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé		
N	Capital appelé	161 176 110,00	120 882 080,00
A	Dont versé	161 176 110,00	120 882 080,00
N	Prime d'émission, de fusion, d'apport		
N	Ecart de réévaluation		
C	Réserve légale	12 088 208,00	12 088 208,00
E	Autres réserves	19 705 970,00	40 000 000,00
M	Report à nouveau (2)	91 747 619,74	111 224 744,66
E	Résultat en instance d'affectation		
N	Résultat net de l'exercice (2)	35 351 868,48	33 161 036,68
T	Total des capitaux propres (A)	320 069 776,22	317 356 069,34
	Capitaux propres assimilés (B)		67 411,80
	Subvention d'investissement		67 411,80
P	Provisions réglementées		
E	Dettes de financement (C)	20 462 476,42	25 636 523,10
R	Emprunts obligataires		
M	Autres dettes de financement	20 462 476,42	25 636 523,10
A	Provisions durables pour risques et charges (D)		
N	Provisions pour risques		
E	Provisions pour charges		
N	Ecart de conversion-passif (E)		
	Augmentation des créances immobilisées		
T	Diminution des dettes de financement		
	TOTAL I (A+B+C+D+E)	340 532 252,64	343 060 004,24
P	Dettes du passif circulant (F)	196 902 522,95	301 713 178,99
A	Fournisseurs et comptes rattachés	137 531 910,56	240 940 919,45
S	Clients créditeurs, avances et acomptes	7 628 931,55	8 353 278,93
S	Personnel	7 438 991,55	7 214 587,01
I	Organismes sociaux	4 004 243,95	3 967 721,29
F	Etat	39 874 691,02	40 591 615,83
C	Comptes d'associés		
I	Autres créanciers	393 342,92	620 137,66
R	Comptes de régularisation passif	30 411,40	24 918,82
C	Autres provisions pour risques et charges (G)	211 268,80	235 649,19
U	Ecart de conversion - passif (Eléments circulants) (H)	300 255,32	38 701,75
L	TOTAL II (F+G+H)	197 414 047,07	301 987 529,93
A	TRESORERIE PASSIF	4 043 890,47	3 333 743,46
N	Crédits d'escompte		
T	Crédits de trésorerie	1 690 647,30	
R	Banques (Soldes créditeurs)	2 353 243,17	3 333 743,46
E	TOTAL III	4 043 890,47	3 333 743,46
S	TOTAL GENERAL I+II+III	541 990 190,18	648 381 277,63

Compte de Produits et Charges (Hors Taxes)

	DESIGNATION	OPERATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE 3 = 2 + 1	TOTAUX DE L'EXERCICE PRECEDENT 4
		Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents		
		1	2		
E X P L O I A T I O N	PRODUITS D'EXPLOITATION	614 978 246,85		614 978 246,85	629 585 089,34
	Ventes de marchandises (en l'état)	7 027 687,66		7 027 687,66	7 189 431,91
	Ventes de biens et services produits	602 890 956,96		602 890 956,96	566 874 097,47
	Chiffres d'affaires	609 918 644,62		609 918 644,62	574 063 529,38
	Variation de stocks de produits (1)	-4 444 263,75		-4 444 263,75	33 793 368,66
	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même				
	Subventions d'exploitation				
	Autres produits d'exploitation				
	Reprises d'exploitation : transferts de charges	9 503 865,98		9 503 865,98	21 728 191,30
		Total I	614 978 246,85		614 978 246,85
A T T I O N	CHARGES D'EXPLOITATION	555 179 653,69	7 653,66	555 187 307,35	574 437 037,66
	Achats revendus(2) de marchandises	6 472 020,98		6 472 020,98	5 375 716,40
	Achats consommés(2) de matières et fournitures	395 750 281,66		395 750 281,66	396 558 861,81
	Autres charges externes	71 599 817,46	7 653,66	71 607 471,12	79 907 702,15
	Impôts et taxes	1 742 116,84		1 742 116,84	1 596 934,34
	Charges de personnel	61 262 100,90		61 262 100,90	60 362 017,85
	Autres charges d'exploitation	900 000,00		900 000,00	900 000,00
	Dotations d'exploitation	17 453 315,85		17 453 315,85	29 735 805,11
	Total II	555 179 653,69	7 653,66	555 187 307,35	574 437 037,66
F I N A N C I E R	RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	59 798 593,16	-7 653,66	59 790 939,50	55 148 051,68
	PRODUITS FINANCIERS	3 454 544,71		3 454 544,71	2 708 420,17
	Produits des titres de partic. Et autres titres immobilisés	73 270,22		73 270,22	
	Gains de change	709 086,11		709 086,11	265 261,03
	Interêts et autres produits financiers	2 327 680,39		2 327 680,39	2 098 455,97
	Reprises financières : transfert charges	344 507,99		344 507,99	344 703,17
	Total IV	3 454 544,71		3 454 544,71	2 708 420,17
	CHARGES FINANCIERES	12 577 467,14		12 577 467,14	12 571 850,57
	Charges d'intérêts	1 879 603,18		1 879 603,18	1 339 150,23
	Pertes de change	753 428,21		753 428,21	1 145 508,82
Autres charges financières	9 624 308,15		9 624 308,15	9 613 630,99	
Dotations financières	320 127,60		320 127,60	473 560,53	
	Total V	12 577 467,14		12 577 467,14	12 571 850,57
	RESULTAT FINANCIER (IV-V)	-9 122 922,43		-9 122 922,43	-9 863 430,40
	RESULTAT COURANT (III+VI)	50 675 670,73	-7 653,66	50 668 017,07	45 284 621,28

Compte de Produits et Charges (Hors Taxes) (Suite)

	DESIGNATION	OPERATIONS		TOTALS DE L'EXERCICE	TOTALS DE L'EXERCICE PRECEDENT	
		Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents			
		1	2			
				3 = 2 + 1	4	
N O N C O U R A N T	VII	RESULTAT COURANT (III+VI)	50 675 670,73	-7 653,66	50 668 017,07	45 284 621,28
	VIII	PRODUITS NON COURANTS	972 879,61		972 879,61	1 851 300,81
		Produits des cessions d'immobilisations	780 480,34		780 480,34	1 160 666,66
		Subventions d'équilibre				
		Reprises sur subventions d'investissement	67 411,84		67 411,84	67 411,84
		Autres produits non courants	124 987,43		124 987,43	623 222,31
		Reprises non courantes ; transferts de charges				
		Total VIII	972 879,61		972 879,61	1 851 300,81
	IX	CHARGES NON COURANTES	3 121 742,20		3 121 742,20	1 049 025,41
		Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	334 052,11		334 052,11	72 692,09
		Subventions accordées				
		Autres charges non courantes	2 787 690,09		2 787 690,09	976 333,32
Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions						
Total IX		3 121 742,20		3 121 742,20	1 049 025,41	
X	RESULTAT NON COURANT (VIII-IX)	-2 148 862,59		-2 148 862,59	802 275,40	
XI	RESULTAT AVANT IMPOTS (VII+X)	48 526 808,14	-7 653,66	48 519 154,48	46 086 896,68	
XII	IMPOTS SUR LES RESULTATS	13 167 286,00		13 167 286,00	12 925 860,00	
XII	RESULTAT NET (XI-XII)	35 359 522,14	-7 653,66	35 351 868,48	33 161 036,68	
XIV	TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VII)	619 405 671,17		619 405 671,17	634 144 810,32	
XV	TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XIII)	584 046 149,03	7 653,66	584 053 802,69	600 983 773,64	
XVI	RESULTAT NET (total des produits-total des charges)	35 359 522,14	-7 653,66	35 351 868,48	33 161 036,68	

Etat des Soldes de Gestion

			DESIGNATION	EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
	1		Ventes de Marchandises (en l'état)	7 027 687,66	7 189 431,91
	2	-	Achats revendus de marchandises	6 472 020,98	5 375 716,40
I		=	MARGE BRUTES VENTES EN L'ETAT	555 666,68	1 813 715,51
		+	PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)	598 446 693,21	600 667 466,13
II	3		Ventes de biens et services produits	602 890 956,96	566 874 097,47
	4		Variation stocks produits	-4 444 263,75	33 793 368,66
	5		Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même		
		-	CONSOMMATIONS DE L'EXERCICE(6+7)	467 357 752,78	476 466 563,96
III	6		Achats consommés de matières et fournitures	395 750 281,66	396 558 861,81
	7		Autres charges externes	71 607 471,12	79 907 702,15
		=	VALEUR AJOUTEE (I+II+III)	131 644 607,11	126 014 617,68
IV	8	+	Subventions d'exploitation		
	9	-	Impôts et taxes	1 742 116,84	1 596 934,34
	10	-	Charges de personnel	61 262 100,90	60 362 017,85
		=	EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE) OU INSUFFISANCE BRUTE D'EXPLOITATION(IBE)	68 640 389,37	64 055 665,49
V	11	+	Autres produits d'exploitation		
	12	-	Autres charges d'exploitation	900 000,00	900 000,00
	13	+	Reprises d'exploitation, transferts de charges	9 503 865,98	21 728 191,30
	14	-	Dotations d'exploitation	17 453 315,85	29 735 805,11
VI		=	RESULTAT D'EXPLOITATION(+ou-)	59 790 939,50	55 148 051,68
VII		+	RESULTAT FINANCIER	-9 122 922,43	-9 863 430,40
VIII		=	RESULTAT COURANT (+ou-)	50 668 017,07	45 284 621,28
IX		+	RESULTAT NON COURANT	-2 148 862,59	802 275,40
	15	-	Impôts sur les résultats	13 167 286,00	12 925 860,00
X		=	RESULTAT NET DE L'EXERCICE	35 351 868,48	33 161 036,68

- TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS (T.F.R)

	1		Résultat net de l'exercice	35 351 868,48	33 161 036,68
			Bénéfice +	35 351 868,48	33 161 036,68
			Perte -		
	2	+	Dotations d'exploitation (1)	12 540 439,98	13 202 354,19
	3	+	Dotations financières (1)		
	4	+	Dotations non courantes (1)		
	5	-	Reprises d'exploitation (2)		
	6	-	Reprises financières (2)		
	7	-	Reprises non courantes (2)	67 411,84	67 411,84
	8	-	Produits des cessions d'immobilisation	780 480,34	1 160 666,66
	9	+	Valeurs nettes d'amortiss. Des immo. Cédées	334 052,11	72 692,09
I			CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.)	47 378 468,39	45 208 004,46
	10	-	Distributions de bénéfices	32 638 161,60	50 166 063,20
II		=	AUTOFINANCEMENT	14 740 306,79	-4 958 058,74

Tableau de Financement (Modèle Normal)

I. SYNTHESES DES MASSES DU BILAN	Exercice	Exercice précédent	Exercice a - b	
			Emplois	Ressources
	b	a	c	d
Financement permanent	340 532 252,64	343 060 004,24	2 527 751,60	
Moins actif immobilisé	132 066 587,54	128 568 393,53	3 498 194,01	
= FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1-2) (A)	208 465 665,10	214 491 610,71	6 025 945,61	
Actif circulant	402 847 328,35	511 865 051,60		109 017 723,25
Moins Passif circulant	197 414 047,07	301 987 529,93	104 573 482,86	
= BESOINS DE FINANCEMENT GLOBAL (4-5) (B)	205 433 281,28	209 877 521,67		4 444 240,39
TRESORERIE NETTE (ACTIF -PASSIF) A - B	3 032 383,82	4 614 089,04		1 581 705,22

II. EMPLOIS ET RESSOURCES	Exercice		Exerce précédent	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
I. RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE				
AUTOFINANCEMENT (A)		14 740 306,79		-4 958 058,74
+ Capacité d'autofinancement		47 378 468,39		45 208 004,46
- Distributions de bénéfices		32 638 161,60		50 166 063,20
CESSIONS ET REDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)		1 366 729,30		1 821 050,79
+ Cessions d'immobilisations incorporelles				
+ Cessions d'immobilisations corporelles		780 480,34		1 160 666,66
+ Cessions d'immobilisations financières		586 248,96		660 384,13
+ Récupérations sur créances immobilisées				
AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES ©				
+ Augmentations de capital, apports				
+ Subvention d'investissement				
AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D) (nettes de primes de remboursement)				11 097 130,83
TOTAL I. RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)		16 107 036,09		7 960 122,88
II. EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE				
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)	16 958 935,06		7 582 827,50	
+ Acquisitions d'immobilisations incorporelles	388 042,06		223 687,50	
+ Acquisitions d'immobilisations corporelles	15 954 893,00		6 799 140,00	
+ Acquisitions d'immobilisations financières	616 000,00		560 000,00	
+ Augmentation des créances immobilisées				
REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)				
REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)	5 174 046,64		7 397 494,54	
EMPLOIS EN NON VALEURS (H)				
TOTAL II. EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	22 132 981,70		14 980 322,04	
III. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G.)		4 444 240,39		861 247,47
IV. VARIATION DE LA TRESORERIE		1 581 705,22		6 158 951,69
TOTAL GENERAL	22 132 981,70	22 132 981,70	14 980 322,04	14 980 322,04

A1 Principales Méthodes d'Evaluation Spécifiques à l'Entreprise**I- ACTIF IMMOBILISE****A- Evaluation à l'entrée**

1- Immobilisations en non valeurs

La valeur d'entrée est constituée par le coût de revient de l'immobilisation.

2- Immobilisations incorporelles

La valeur d'entrée est constituée par le coût de revient de l'immobilisation.

3- Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

4- Immobilisations financières

Sont portées dans ce poste de bilan, les sommes payées pour l'acquisition des titres de participation, ainsi que pour les dépôts et cautionnements.

B- Création des valeurs

1- Méthodes d'amortissements

Les méthodes d'amortissement pratiquées sont les méthodes prévues par les règles fiscales en vigueur pour chaque catégorie d'immobilisation

2- Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

3- Méthodes de détermination des écarts de Conversion - Actif

Les écarts de conversion sont calculés d'après le taux de change à la date de clôture.

II- ACTIF CIRCULANT**A- Evaluation à l'entrée**

1- Stocks

La méthode d'évaluation du Stock à la fin d'exercice est la méthode du prix moyen pondéré (PMP).

2- Créances

Les créances sont inscrites en comptabilité pour leur montant nominal. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

3- Titres et valeurs de placement

Les titres et valeurs de placement sont estimés à la date de clôture au cours de la valeur à la date de fin d'exercice.

B- Création des valeurs

1- Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

2- Méthodes de détermination des écarts de Conversion - Actif

Les écarts de conversion sont calculés d'après le taux de change à la date de clôture.

III- FINANCEMENT PERMANENT

1- Méthodes de réévaluation

Les capitaux propres et dettes de financement sont inscrites à leur valeur nominale.

2- Méthodes d'évaluation des provisions réglementées

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

3- Dettes de financement permanent

Les dettes de financement sont inscrites en comptabilité pour leur montant nominal.

A1 Principales Méthodes d'Evaluation Spécifiques à l'Entreprise**4- Méthodes d'évaluation des provisions durables pour risques et charges**

Une provision pour risques et charges est constituée pour faire face à la charge future ou au risque créés au cours de l'exercice.

5- Méthodes de détermination des écarts de Conversion - Passif

Les écarts de conversion sont calculés d'après le taux de change à la date de clôture.

IV- PASSIF CIRCULANT (Hors trésorerie)**1- Dettes du passif circulant**

Les dettes du passif circulant sont inscrites pour leur montant nominal.

2- Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques et charges

Une provision pour risques et charges est constituée pour faire face à la charge future ou au risque créés au cours de l'exercice.

3- Méthodes de détermination des écarts de Conversion - Passif

Les écarts de conversion sont calculés d'après le taux de change à la date de clôture.

V- TRESORERIE**1- Trésorerie - Actif**

La trésorerie est comptabilisée à la date de son engagement. La société utilise le rapprochement bancaire pour rapprocher ses soldes comptables aux soldes bancaires.

2- Trésorerie - Passif

La trésorerie est comptabilisée à la date de son engagement. La société utilise le rapprochement bancaire pour rapprocher ses soldes comptables aux soldes bancaires.

3- Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

A2 Etat des Dérogations

Indication des Dérogations	Justifications des Dérogations	Influence des Dérogations sur le Patrimoine, la Situation Financière et les Résultats
INDICATION DES DEROGATIONS		
I- Dérogations aux principes comptables fondamentaux		
II- Dérogations aux méthodes d'évaluation		
III- Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		

A3 Etat des Changements de Méthodes

Nature des Changements	Justification des Changements	Influence sur le Patrimoine, la Situation Financière et les Résultats
I CHANGEMENT AFFECTANT LES METHODES D'EVALUATION		
II CHANGEMENT AFFECTANT LES RECLES DE PRESENTATION		

B1 Détail des Non-Valeurs

Compte Principal	Intitulé	Montant
211	FRAIS PRELIMINAIRES	
2111	Frais de constitution	
2112	Frais préalables au démarrage	
2113	Frais d'augmentation du capital	
2114	Frais sur opérations de fusions, scissions et transformations	
2116	Frais de prospection	
2117	Frais de publicité	
2118	Autres frais préliminaires	
212	CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES	313 400,00
2121	Frais d'acquisitions des immobilisations	313 400,00
2125	Frais d'émission des emprunts	
2128	Autres charges à répartir	
213	PRIME DE REMBOURSEMENT DES OBLIGATIONS	
2130	Primes de remboursements des obligations	
	TOTAL	313 400,00

B2 Tableau des Immobilisations autres que Financières

NATURE	MONTANT BRUT DEBUT EXERCICE	AUGMENTATION			DIMINUTION			MONTANT BRUT FIN EXERCICE
		Acquisition	Production par l'entreprise pour elle-même	Virement	Cession	Retrait	Virement	
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	313 400,00							313 400,00
* Frais préliminaires								
* Charges à répartir sur plusieurs exercices	313 400,00							313 400,00
* Primes de remboursement obligations								
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 560 960,60	388 042,06		546 088,40		14 245,00		7 480 846,06
* Immobilisation en recherche et développement								
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires	2 638 460,60	388 042,06		546 088,40		14 245,00		3 558 346,06
* Fonds commercial								
* Autres immobilisations incorporelles	3 922 500,00							3 922 500,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	305 048 997,81	16 004 893,00		11 071 239,61	1 084 796,97	5 554 917,01	11 667 328,01	313 818 088,43
* Terrains	27 445 760,00							27 445 760,00
* Constructions	159 060 735,25	265 800,00		2 385 459,04	3 750,00	55 140,01		161 653 104,28
* Installat. techniques, matériel et outillage	96 498 969,18	932 015,40		8 285 275,57	385 464,88	5 343 501,18	50 000,00	99 937 294,09
* Matériel de transport	9 498 316,25	20 629,61			511 267,49	17 584,62		8 990 093,75
* Mobilier, matériel bureau et aménagements	8 420 789,97	491 616,00		400 505,00	31 760,00	135 035,77		9 146 115,20
* Autres immobilisations corporelles	648 992,42	18 400,00			152 554,60	3 655,43		511 182,39
* Immobilisations corporelles en cours	3 475 434,74	14 276 431,99					11 617 328,01	6 134 538,72
TOTAL GENERAL	311 923 358,41	16 392 935,06		11 617 328,01	1 084 796,97	5 569 162,01	11 667 328,01	321 612 334,49

B2 (bis) Tableau des Amortissements

NATURE	Cumul début exercice	Dotation de l'exercice	Amortissement sur les immobilisations sorties	Cumul d'amortissement en fin d'exercice
	1	2	3	4 = 1 + 2 - 3
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	130 683,51	62 680,00		193 363,51
* Frais préliminaires				
* Charges à répartir sur plusieurs exercices	130 683,51	62 680,00		193 363,51
* Primes de remboursement des obligations				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 091 354,91	226 428,95	14 245,00	2 303 538,86
* Immobilisation en recherche et développement				
* Brevets, marques droits et valeurs similaires	2 091 354,91	226 428,95	14 245,00	2 303 538,86
* Fonds commercial				
* Autres immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	182 723 271,13	12 251 331,03	6 305 661,87	188 668 940,29
* Terrains				
* Constructions	84 562 830,69	8 360 163,62	56 733,50	92 866 260,81
* Installations techniques; matériel et outillage	81 926 233,03	3 035 785,40	5 499 583,76	79 462 434,67
* Matériel de transport	8 979 728,11	234 590,67	448 520,95	8 765 797,83
* Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	6 741 590,67	594 202,37	145 655,89	7 190 137,15
* Autres immobilisations corporelles	512 888,63	26 588,97	155 167,77	384 309,83
* Immobilisations corporelles en cours				
TOTAL GENERAL	184 945 309,55	12 540 439,98	6 319 906,87	191 165 842,66

B5 Tableau des Provisions

NATURE	MONTANT DEBUT EXERCICE	DOTATIONS			REPRISES			MONTANT FIN EXERCICE
		D'exploitation	Financières	Non courantes	D'exploitation	Financières	Non courantes	
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé								
2. Provisions réglementées								
3. Provisions durables pour risques et charges								
SOUS TOTAL (A)								
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	55 918 325,72	4 912 875,87			8 200 107,21			52 631 094,38
5. Autres Provisions pour risques et charge	235 649,19		320 127,60			344 507,99		211 268,80
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
SOUS TOTAL (B)	56 153 974,91	4 912 875,87	320 127,60		8 200 107,21	344 507,99		52 842 363,18
TOTAL (A+B)	56 153 974,91	4 912 875,87	320 127,60		8 200 107,21	344 507,99		52 842 363,18

B6 Tableau des Créances

Créances	Total	Analyse par Échéance			Autres Analyses			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en Devises	Montants sur l'Etat et Organismes Publics	Montants sur les Entreprises liées	Montants Représentés par Effets
De l'Actif Immobilisé	1 347 495,24	138 524,92	1 208 970,32					
- Prêts immobilisés	1 208 970,32		1 208 970,32					
- Autres créances financières	138 524,92	138 524,92						
De l'actif circulant	259 893 332,38	51 427 324,21	208 466 008,17		14 427 451,96	22 673 820,47	1 665 589,06	61 849 465,18
- Fournisseurs débiteurs avances et acomptes	567 424,27	133 572,67	433 851,60		151 791,91			
- Clients et comptes rattachés	233 476 321,84	50 036 773,78	183 439 548,06		13 887 547,90			61 849 465,18
- Personnel	68 148,91	8 433,96	59 714,95					
- Etat	22 673 820,47	464 018,86	22 209 801,61			22 673 820,47		
- Comptes d'associés								
- Autres débiteurs	2 432 447,33	736 858,27	1 695 589,06				1 665 589,06	
- Compte de régularisation actif	675 169,56	47 666,67	627 502,89		388 112,15			
T O T A U X	261 240 827,62	51 565 849,13	209 674 978,49		14 427 451,96	22 673 820,47	1 665 589,06	61 849 465,18

B7 Tableau des Dettes

Dettes	Total	Analyse par Échéance			Autres Analyses			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non payées	Montants en Devises	Montants sur l'Etat et Organismes Publics	Montants sur les Entreprises liées	Montants Représentés par Effets
DE FINANCEMENT	20 462 476,42		20 462 476,42					
- Emprunts obligataires								
- Autres dettes de financement	20 462 476,42		20 462 476,42					
DU PASSIF CIRCULANT	196 902 522,95	13 776 566,46	183 125 956,49		28 105 105,83	39 874 691,02		
- Fournisseurs et comptes rattachés	137 531 910,56	4 351 187,82	133 180 722,74		25 118 166,22			
- Clients créditeurs, avances et acomptes	7 628 931,55	135 301,61	7 493 629,94		2 986 939,61			
- Personnel	7 438 991,55	584 308,01	6 854 683,54					
- Organismes sociaux	4 004 243,95		4 004 243,95					
- Etat	39 874 691,02	8 564 583,82	31 310 107,20			39 874 691,02		
- Comptes d'associés								
- Autres créanciers	393 342,92	141 185,20	252 157,72					
- Comptes de régularisation - Passif	30 411,40		30 411,40					
T O T A U X	217 364 999,37	13 776 566,46	203 588 432,91		28 105 105,83	39 874 691,02		

B8 Tableau des Suretes Réelles Données ou Reçues

Tiers Débiteurs ou Tiers Créditeurs	Montant couvert par la sureté	Nature (1)	Date et Lieu d'inscription	Objet (2)(3)	V.N.C. de la sureté donnée
-------------------------------------	-------------------------------	------------	----------------------------	--------------	----------------------------

Sureté donnée

Sureté reçue

NEANT

B9 Engagements Financiers Recus ou Donnes Hors Operations de Crédit-Bail

Engagements Donnés	Montants Exercice	Montants Exercice Précédent
--------------------	-------------------	-----------------------------

Engagement donné

Engagement reçu

NEANT

B11 Détail des Postes du C.P.C.

	DESIGNATION	EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
	CHARGES D'EXPLOITATION		
611	611 - Achats revendus de marchandises	6 472 020,98	5 375 716,40
	* Achats de marchandises	3 966 503,21	8 399 524,20
	Variation des stocks de marchandises (±)	2 505 517,77	-3 023 807,80
	Total	6 472 020,98	5 375 716,40
612	612 - Achats consommés de matières et fournitures	395 750 281,66	396 558 861,81
	* Achat de matières premières	333 908 107,99	353 315 579,91
	*Variation des stocks de matières premières (+/-)	-10 256 254,19	-31 470 247,83
	* Achats de matières et fournitures consommables et d'emballages	65 474 657,49	70 650 309,53
	Variation des stocks de matières, fournitures et emballages (+/-)	2 627 089,32	-157 335,41
	* Achats non stockés de matières et de fournitures	3 365 304,37	3 745 513,60
	* Achats de travaux, études et prestations de services	631 376,68	475 042,01
	Total	395 750 281,66	396 558 861,81
613/614	613/614 - *Autres charges externes	71 607 471,12	79 907 702,15
	* Locations et charges locatives	4 910 084,31	4 891 354,05
	* Redevances de crédit-bail	1 638 546,96	1 346 217,56
	* Entretien et réparations	7 184 174,15	7 207 555,50
	* Primes d'assurances	3 649 153,73	3 937 701,29
	* Rémunérations du personnel extérieur à l'entreprise	9 394 126,02	9 403 944,56
	* Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	1 001 579,93	1 190 371,96
	* Redevances pour brevets, marques, droits.....	37 282,94	90 380,37
	*Transports	20 811 527,71	18 523 182,75
	* Déplacements, missions et réceptions	2 274 582,53	2 136 929,16
	* Reste du poste des autres charges externes	20 706 412,84	31 180 064,95
	Total	71 607 471,12	79 907 702,15
	617	617 - * Charges de personnel	61 262 100,90
* Rémunération du personnel		44 619 484,69	43 441 380,36
* Charges sociales		11 627 607,50	11 573 061,40
* Reste du poste des charges de personnel		5 015 008,71	5 347 576,09
Total		61 262 100,90	60 362 017,85
618	618 - Autres charges d'exploitation	900 000,00	900 000,00
	* Jetons de présence	900 000,00	900 000,00
	* Pertes sur créances irrécouvrables		
	* Reste du poste des autres charges d'exploitation		
Total	900 000,00	900 000,00	
638	CHARGES FINANCIERES	9 624 308,15	9 613 630,99
	638 *Autres charges financières	9 624 308,15	9 613 630,99
	* Charges nettes sur cessions de titres et valeurs de placement		
	* Reste du poste des autres charges financières	9 624 308,15	9 613 630,99
	TOTAL	9 624 308,15	9 613 630,99
658	CHARGES NON COURANTES	2 787 690,09	976 333,32
	658 - Autres charges non courantes	2 787 690,09	976 333,32
	* Pénalités sur marchés et débits		
	* Rappels d'impôts (autres qu'impôts sur les résultats)		
	* Pénalités et amendes fiscales et pénales	8 857,61	3 999,00
	* Créances devenues irrécouvrables	276 310,48	197 882,25
	* Reste du poste des autres charges non courantes	2 502 522,00	774 452,07
Total	2 787 690,09	976 333,32	

B11(bis) Détail des Postes du C.P.C.(suite)

	DESIGNATION	EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
	PRODUITS D'EXPLOITATION		
711	Ventes de marchandises	7 027 687,66	7 189 431,91
	Ventes de marchandises au Maroc	6 558 005,95	6 692 957,13
	Ventes de marchandises à l'étranger	469 681,71	496 474,78
	Reste du poste des ventes de marchandises		
	Total	7 027 687,66	7 189 431,91
712	Ventes de biens et services produits	602 890 956,96	566 874 097,47
	Ventes de biens au Maroc	533 583 509,15	491 436 707,35
	Ventes de biens à l'étranger	69 048 650,81	75 136 291,87
	Ventes des services au Maroc		
	Ventes des services à l'étranger		
	Redevances pour brevets, marques, droits..		
	Reste du poste des ventes et services produits	258 797,00	301 098,25
Total	602 890 956,96	566 874 097,47	
713	Variation des stocks de produits	-4 444 263,75	33 793 368,66
	Variation des stocks des biens produits (+/-)	-5 057 810,42	33 574 397,00
	Variation des stocks des services produits (+/-)		
	Variation des stocks des produits en cours (+/-)	613 546,67	218 971,66
	Total	-4 444 263,75	33 793 368,66
718	Autres produits d'exploitation		
	Jetons de présence reçus		
	Reste du poste des produits divers		
	Total		
719	Reprises d'exploitation transferts de charges	9 503 865,98	21 728 191,30
	Reprises	8 200 107,21	13 365 143,72
	Transferts de charges	1 303 758,77	8 363 047,58
	Total	9 503 865,98	21 728 191,30
738	PRODUITS FINANCIERS		
	Intérêts et autres produits financiers	2 327 680,39	2 098 455,97
	Intérêts et produits assimilés		
	Revenus des créances rattachées à des participations		
	Produits nets sur cessions de titres et valeurs de placement	1 301 351,92	2 030 064,70
	Reste du poste intérêts et autres produits financiers	1 026 328,47	68 391,27
	Total	2 327 680,39	2 098 455,97

B12 Passage du Résultat Net Comptable au Résultat Net Fiscal

INTITULES	MONTANT (+)	MONTANT (-)
I. RESULTAT NET COMPTABLE		
Bénéfice net	35 351 868,48	
Perte nette		
II. REINTEGRATIONS FISCALES	20 396 782,21	
REINTEGRATIONS FISCALES COURANTES	20 039 404,46	
Ats excédentaire / Voiture de tourisme	407 924,11	
IS 2022	13 167 286,00	
Provisions pour congés à payer 2022	3 443 927,00	
Cadeaux à la clientèle non déductibles	66 185,67	
Dons non déductibles	172 541,57	
Pénalités fiscales et pénales	8 857,61	
Contribution sociale 2022	2 416 895,00	
Charges courantes sur exercices antérieurs	7 653,66	
Prov clients non déductibles	47 878,52	
Ecart de conversion 2022	300 255,32	
REINTEGRATIONS FISCALES NON COURANTES	357 377,75	
Autres charges non courantes à réintégrer	85 627,00	
Créances irrécouvrables	271 750,75	
III. DEDUCTIONS FISCALES		3 294 197,75
DEDUCTIONS FISCALES COURANTES		3 294 197,75
Provisions pour congés à payer 2021		3 255 496,00
Ecart de conversion		38 701,75
DEDUCTIONS FISCALES NON COURANTES		
Total	55 748 650,69	3 294 197,75
IV. RESULTAT BRUT FISCAL		
Bénéfice brut si T1 > T2 (A)	52 454 452,94	
Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B)		
V. REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)		
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		
VI - RESULTAT NET FISCAL		
. Bénéfice net fiscal (A - C) (OU)	52 454 452,94	
. Déficit net fiscal (B)		
VII. CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES		
VIII. CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER		
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		

B13 Détermination du Résultat Courant Après Impôts

I. DETERMINATION DU RESULTAT	MONTANT
Résultat courant d'après C.P.C (+/-)	50 668 017,07
Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	20 039 404,46
Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	3 294 197,75
Résultat courant théoriquement imposable (=)	67 413 223,78
Impôt théorique sur résultat courant (-)	17 102 735,00
Résultat courant après impôts (=)	33 565 282,07

B14 Détail de La Taxe sur La Valeur Ajoutée

N A T U R E	Solde au début de l'exercice	Opérations comptables de l'exercice	Déclarations T.V.A de l'exercice	Solde fin d'exercice
	(1)	(2)	(3)	(1+2-3=4)
A. T.V.A. Facturée	34 327 297,86	107 265 904,92	103 856 102,95	37 737 099,83
B. T.V.A. Récupérable	30 166 331,72	93 504 649,66	106 094 041,61	17 576 939,77
sur charges	29 949 067,50	92 015 520,11	105 124 257,27	16 840 330,34
sur immobilisations	217 264,22	1 489 129,55	969 784,34	736 609,43
C. T.V.A. d'ue ou crédit de T.V.A = (A - B)	4 160 966,14	13 761 255,26	-2 237 938,66	20 160 160,06

B15 B15 PASSIF EVENTUEL

PASSIF EVENTUEL

NEANT

C3 Résultats et autres Eléments Caractéristiques de l'Entreprise au cours des Trois Derniers Exercices

Nature des Indications	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022
SITUATION NETTE DE L'ENTREPRISE			
Capitaux propres plus capitaux propres assimilés moins immobilisations en non-valeurs	334 200 617,40	317 240 764,65	319 949 739,73
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE			
1. Chiffre d'affaires hors taxes	461 619 221,38	574 063 529,38	609 918 644,62
2. Résultat avant impôts	25 366 812,31	46 086 896,68	48 519 154,48
3. Impôts sur les résultats	7 879 513,00	12 925 860,00	13 167 286,00
4. Bénéfices distribués (y compris les tantièmes) de l'exercice précédent		50 166 063,20	32 638 161,60
5. Résultats non distribués (mis en réserves ou en instance d'affectation)	183 903 508,55	151 224 744,66	111 453 589,74
RESULTAT PAR TITRE (Pour les sociétés par actions et SARL)			
Résultat net par action ou part sociale de l'exercice	1,45	2,74	2,19
Bénéfices distribués par action ou part sociale de l'exercice précédent		4,15	2,70
PERSONNEL			
Montant des salaires bruts de l'exercice	42 479 227,40	43 441 380,36	44 619 484,69
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	305	295	277

C5 Datations Et Evenements Postérieurs

Date de clôture(1)
Date d'établissement des états de synthèse (2)
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice
(2) Justification en cas de dépassement du délais réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse

EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLE A CET EXERCICE
ET CONNUS AVANT LA PREMIERE COMMUNICATION DES ETATS DE SYNTHESE

INDICATION DES EVENEMENTS

Evenements favorables

Evenements dé-favorables

C6 Etat Détaillé des Stocks

STOCKS	STOCK FINAL			STOCK INITIAL			Variation de stock en valeur (+ ou -)
	Montant brut	Provision pour dépréciation	Montant net	Montant brut	Provision pour dépréciation	Montant net	
	1	2	3	4	5	6	
							7 = 6 - 3
I. Stocks Approvisionnement							
1- Biens et produits destinés à la revente en l'état	5 020 569,66	255 915,92	4 764 653,74	7 526 087,43	49 344,09	7 476 743,34	2 712 089,60
* Biens immeubles							
* Biens meubles	5 020 569,66	255 915,92	4 764 653,74	7 526 087,43	49 344,09	7 476 743,34	2 712 089,60
2- Biens et Matières Premières destinés aux activités de production et de transformation	98 359 653,00	408 197,87	97 951 455,13	88 103 398,81	558 390,58	87 545 008,23	-10 406 446,90
3- Matières premières	93 164 482,35	408 197,87	92 756 284,48	77 986 676,81	558 390,58	77 428 286,23	-15 327 998,25
4- Matières consommables	5 195 170,65		5 195 170,65	10 116 722,00		10 116 722,00	4 921 551,35
5 - Pièces détachées							
6- Carburants, lubrifiants pour véhicules de transport							
- Emballage	17 824 369,77		17 824 369,77	20 451 459,09		20 451 459,09	2 627 089,32
7 * récupérables							
8 * vendus							
9 * perdus	17 824 369,77		17 824 369,77	20 451 459,09		20 451 459,09	2 627 089,32
10- Total stocks approvisionnement	121 204 592,43	664 113,79	120 540 478,64	116 080 945,33	607 734,67	115 473 210,66	-5 067 267,98
II. Stock en cours Production de biens et service	4 019 590,73		4 019 590,73	3 406 044,06		3 406 044,06	-613 546,67
11- Produits en cours	4 019 590,73		4 019 590,73	3 406 044,06		3 406 044,06	-613 546,67
12- Etudes en cours							
13- Travaux en cours							
14- Services en cours							
15- Total Stocks des en cours	4 019 590,73		4 019 590,73	3 406 044,06		3 406 044,06	-613 546,67
III. Stock Produits finis	70 149 638,39	893 158,04	69 256 480,35	75 207 448,81	934 251,79	74 273 197,02	5 016 716,67
16- Produits finis	70 149 638,39	893 158,04	69 256 480,35	75 207 448,81	934 251,79	74 273 197,02	5 016 716,67
17- Biens finis							
18- Total Stocks Produits et Biens finis	70 149 638,39	893 158,04	69 256 480,35	75 207 448,81	934 251,79	74 273 197,02	5 016 716,67
IV. Stock Produits résiduels							
19- Déchets							
20- Rebutis							
21- Matières de récupération							
22- Total Stocks Produits résiduels							
23- TOTAL GENERAL (ligne 10+15+18+22)	195 373 821,55	1 557 271,83	193 816 549,72	194 694 438,20	1 541 986,46	193 152 451,74	-664 097,98



7, Boulevard Driss Slaoui
20160 Casablanca
Maroc



174, Boulevard Zerktouni
Casablanca 20100
Maroc

Aux actionnaires de la société
Société COLORADO S.A.
Route Mly Thami Km 15
Commune Rurale Oulad Azouz
Dar Bouaâza, Province Nouacer

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2022

AUDIT DES ETATS DE SYNTHESE

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 27 avril 2021, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société COLORADO S.A. (la « société »), qui comprennent le bilan au 31 décembre 2022, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaire (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de MAD 320.069.776,22 dont un bénéfice net de MAD 35.351.868,48.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société COLORADO S.A. au 31 décembre 2022 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Risque identifié	Notre réponse
<p>Dépréciation des stocks</p> <p>Les stocks figurent au bilan au 31 décembre 2022 pour un montant net de KMAD 193.817 et représentent un des postes les plus importants du bilan.</p> <p>Les stocks de Colorado sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré. Le montant des provisions pour dépréciation des stocks est calculé, article par article, en tenant compte de l'avis du laboratoire interne sur la conformité des produits en stocks et l'état des marchandises au moment de l'inventaire.</p> <p>Nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit compte tenu de l'importance des stocks dans le bilan, et des éventuelles provisions qui en découlent, qui sont par nature dépendantes d'hypothèses et d'estimations de la direction.</p>	<p>Dans le cadre de nos diligences, nous avons analysé les principes et les hypothèses de provisionnement et avons discuté avec la direction des résultats de leurs analyses concernant la détermination des articles à provisionner.</p>
<p>Dépréciation des créances clients</p> <p>Au 31 décembre 2022, les créances clients s'élèvent à KMAD 183.019 et représentent 34% du bilan de la société. La dépréciation des comptes clients fait l'objet d'une appréciation au cas par cas en fonction des risques encourus.</p> <p>Nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit compte tenu de l'importance du montant des créances clients au niveau du bilan et des éventuelles provisions qui pourraient être à comptabiliser, qui sont par nature dépendantes d'hypothèses et d'estimations de la direction.</p>	<p>Dans le cadre de nos diligences, nous avons examiné les principes d'identification des créances douteuses et les méthodes de dépréciation des créances clients, en procédant notamment à :</p> <ul style="list-style-type: none">- L'analyse des hypothèses retenues pour calculer les provisions pour dépréciation des créances clients, notamment à travers l'examen de la balance âgée, que nous avons rapproché de la comptabilité ;- L'analyse des paiements reçus après la date de clôture pour les créances clients échues les plus significatives.

Responsabilités de la Direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'Auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes professionnelles permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans les états de synthèse, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 6 avril 2023

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON


Faïçal MEKOUAR
 Associé

FIDAROC GRANT THORNTON
 Membre Réseau Grant Thornton
 International
 7 Bd. Driss Slaoui - Casablanca
 Tél : 05 22 54 48 00 - Fax : 05 22 29 66 70

BTM Audit


Abdelwahed KANOUR
 Associé

BTM AUDIT
 174, Boulevard Zerktouni - 20100
 Casablanca
 Tél: 0522.25.51.30 / 0522.25.53.51

Rapport Spécial des contrôleurs de comptes sur les conventions réglementées 2022



7, Boulevard Drias Slaoui
20160 Casablanca
Maroc



174, Boulevard Zerkouti
Casablanca 20100
Maroc

**Aux actionnaires de la
Société COLORADO SA**
Route Mly Thami Km 15
Commune Rurale Oulad Azouz
Dar Bouaâza, Province Nouacer

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2022

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées conformément aux dispositions des articles 56 à 59 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée et son décret d'application.

Il nous appartient de vous présenter les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées par le président du Conseil d'Administration ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé, ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon la loi ci-dessus, de vous prononcer sur leur approbation.

Nous avons mis en oeuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard des normes de la profession au Maroc. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été communiqués avec les documents de base dont elles sont issues.

1. Conventions conclues au cours de l'exercice.

Nous vous informons que le Président de votre Conseil d'Administration ne nous a donné avis d'aucune convention réglementée conclue au cours de l'exercice.

2. Conventions conclues au cours des exercices antérieurs, et dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice.

2.1 Convention de bail de terrain sur lequel est bâtie l'usine COLORADO entre la société COLORADO et la Société Civile Immobilière « LES NENUPHARS SCI »

Personnes concernées : Madame Josette DUCASTEL (Administrateur), Madame Sophia BERRADA (Actionnaire), Monsieur Mohamed Jaouad BERRADA (Administrateur) et Monsieur Soleiman BERRADA (Président du Conseil d'Administration);

Nature et objet du contrat : Terrain d'une superficie de 4 375 m² donné à bail par la Société Civile Immobilière « LES NENUPHARS » et situé à Casablanca, 5, allée des orchidées, Ain Sebâa ;

Date de signature du contrat : 2 août 2006

Durée du contrat : durée indéterminée à partir du 1er juillet 2006

Délaï de paiement : Loyer payable à l'avance le quinze de chaque mois ;

Colorado

- * **Montant facturé par la SCI** : Un loyer mensuel de MAD 126 500,00 soit une charge globale de MAD 1 518 000,00 ;
- * **Montant comptabilisé en charge en 2022** : MAD 1 518 000,00 ;
- * **Somme versées au cours de l'exercice** : MAD 1 518 000,00 ;
- * **Solde créditeur au 31 décembre 2022** : Néant

2.2 Convention d'occupation temporaire du dépôt de Marrakech entre la société COLORADO et Monsieur Mohamed Jaouad BERRADA

Personne concernée : Monsieur Mohamed Jaouad BERRADA

Nature et objet de la convention : Dépôt sis à Marrakech au KM 1, Route Ait Ourrir (Propriété dite COMAREL II) donné à bail d'une superficie de 670 m² ;

Date de signature du contrat : 4 juillet 2011 ;

Durée du contrat : Neuf années entières et consécutives renouvelable par tacite reconduction. L'occupation prendra fin lorsque le propriétaire notifie à l'occupant temporaire sa décision de reprendre les lieux et ce, par l'envoi d'une simple lettre recommandée quatre mois avant la date d'évacuation des locaux indiquée par le propriétaire ;

Délai de paiement : Mensuel ;

- * **Montant facturé à la société COLORADO** : Redevance mensuelle de MAD 11 500,00, soit une charge globale de MAD 138 000,00 ;
- * **Montant comptabilisé en charge en 2022** : MAD 138 000,00 ;
- * **Somme versées au cours de l'exercice** : MAD 138 000,00 ;
- * **Solde créditeur au 31 décembre 2022** : Néant.

2.3 Convention de bail du show-room Zerktoni entre la société COLORADO, Madame Josette DUCASTEL, Monsieur Mohamed Jaouad BERRADA et Monsieur Soleiman BERRADA

Personnes concernées : Madame Josette DUCASTEL (Administrateur), Monsieur Mohamed Jaouad BERRADA (Administrateur) et Monsieur Soleiman BERRADA (Président du Conseil d'Administration) ;

Nature et objet du contrat : Local d'une superficie de 300 m² environ, sis à Casablanca, Résidence Zerktoni, 185, BD Zerktoni, donné à bail commercial ;

Date signature du contrat : 21 mai 2012 ;

Durée du contrat : Non précisée sur le contrat

- * **Montant facturé à la société Colorado** : Un loyer mensuel de MAD 21 505,00, soit une charge globale de MAD 258 060,00 ;
- * **Délai de paiement** : Début de mois ;

Colorado

- * Montant comptabilisé en charge en 2022 : MAD 258 060,00 ;
- * Sommes versées au cours de l'exercice : MAD 258 060,00 ;
- * Solde créditeur au 31 décembre 2022 : Néant.

Casablanca, le 6 avril 2023

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

BTM Audit


Faïçal MEKOUAR
Associé

FIDAROC GRANT THORNTON
Membre Réseau Grant Thornton
International (SA)
7 Bd. Driss Slaoui - Casablanca
Tél : 05 22 54 48 00 - Fax : 05 22 29 66 70


Abdelwahed KANNOUR
Associé

BTM AUDIT
174, Boulevard Zerktouni - 20100
Casablanca
Tél: 0522.25.51.30 / 0522.25.53.51

Etat des honoraires versés aux contrôleurs de comptes

Annexe III.2.N : Etat des honoraires versés aux contrôleurs des comptes

	CAC 1 (BTM Audit)						CAC 2 (FIDAROC)						TOTAL
	Montant /année			Pourcentage/année			Montant /année			Pourcentage/année			
	N	N-1	N-2	N	N-1	N-2	N	N-1	N-2	N	N-1	N-2	
Commissariat aux comptes certification, examen des comptes individuels et consolidés	165.000,00	165.000,00	165.000,00	50%	50%	50%	165.000,00	165.000,00	165.000,00	50%	50%	50%	330.000,00
- Emetteur	165.000,00	165.000,00	165.000,00	50%	50%	50%	165.000,00	165.000,00	165.000,00	50%	50%	50%	330.000,00
- Filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Emetteur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous total	165.000,00	165.000,00	165.000,00	50%	50%	50%	165.000,00	165.000,00	165.000,00	50%	50%	50%	330.000,00
Autres prestations rendues	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous total	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	165.000,00	165.000,00	165.000,00	50%	50%	50%	165.000,00	165.000,00	165.000,00	50%	50%	50%	330.000,00

RAPPORT DE GESTION 2022 DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire annuelle, en exécution des prescriptions légales et statutaires, pour vous rendre compte de l'activité de votre société et des résultats de notre gestion durant l'exercice écoulé clos le 31 Décembre 2022 et pour soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Le rapport de notre Conseil d'Administration, les comptes annuels et autres documents ou renseignements s'y rapportant, ont été mis à votre disposition dans les conditions et délais prévus par la législation en vigueur.

Le présent rapport rend d'abord compte de l'activité de la société au cours de l'exercice 2022, analyse ensuite les états de synthèse avant de décrire les risques inhérents à l'activité de COLORADO ainsi que les perspectives pour l'année 2023.

I - Données Economiques :

L'activité de la société COLORADO au cours de l'exercice 2022 peut être commentée comme suit :

1- POLITIQUE COMMERCIALE & MARKETING :

Au terme de l'exercice 2022, le chiffre d'affaires est de 609.9 MDH contre 574 MDH en 2021, soit une augmentation de (6.25%) du chiffre d'affaires et de (6.75 %) du volume des sorties de produits finis.

Au cours de l'exercice 2022, COLORADO a maintenu :

- Une politique commerciale et marketing dynamique.
- Une politique de communication soutenue et diversifiée.
- Une politique d'innovation continue.

2- POLITIQUE INDUSTRIELLE :

En 2022, le tonnage produit a légèrement baissé de 3.1% entre 2021 et 2022 pour s'établir 52,9 mille tonnes contre 54,6 mille tonnes en 2021.

3- POLITIQUE D'INVESTISSEMENT :

Les investissements réalisés en 2022 sont de 16.4 Millions de DH HT, ils concernent principalement les l'achat des équipements techniques et le réaménagement des constructions.

4- POLITIQUE R&D :

L'année 2022 a été marquée par le lancement de nouveaux produits sur le marché et le développement de produits de l'activité industrie.

II- Données Financières :

I- ANALYSE DU COMPTE DE PRODUITS & CHARGES

1.1 CHIFFRE D'AFFAIRES HT :

Poste en KDH	2022	2021	Var. %
Vente de marchandises en l'état	7 028	7 189	-2,25%
Ventes de produits finis	602 891	566 874	6,35%
Total	609 919	574 064	6,25%

Au terme de l'exercice 2022, le chiffre d'affaires a connu une augmentation de 6.25 % par rapport à l'année dernière passant ainsi de 574 MDH à 609.9 MDH.

1.2 MARGE SUR ACHATS CONSOMMÉS :

Poste en KDH	2022	2021	Var. %
Chiffre d'affaires HT	609 919	574 064	6,25%
Marge sur achats consommés	203 252	205 922	-1,30%
Taux de marge sur CA HT	33,3%	35,9%	

La marge en 2022 est de 203 MDH, comparée à une marge réalisée en 2021 de 206 MDH, soit une baisse de 1.3%. Le pourcentage de la marge brute est passé de 35.9% en 2021 à 33.3% en 2022. La baisse du taux de marge est expliquée par l'augmentation des prix des intrants en 2022.

1.3 RESULTAT D'EXPLOITATION :

Poste en KDH	2022	2021	Var. %
+ Marge sur achats consommés	203 252	205 922	-1,30%
- Autres charges externes	71 607	79 908	-10,39%
- Impôts & taxes	1 742	1 597	9,09%
- Charges personnel	61 262	60 362	1,49%
- Autres charges d'exploitation	900	900	0,0%
- Dotations d'exploitation	17 453	29 736	-41,31%
+ Reprises d'exploitation/ Transferts de charges	9504	21 728	-56,26%
Résultat d'exploitation	59 791	55 148	8,42%
Rex / CA HT	9,80%	9,61%	

Le résultat d'exploitation a connu une augmentation de 8.42% en 2022 pour s'établir à 59.8 MDH contre 55.1 MDH en 2021. Ceci est rendu possible grâce à la maîtrise des charges externes et des dotations d'exploitation aux provisions.

1.4 RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier est formé comme suit :

Poste en KDH	2022	2021	Var. %
Produits Financiers	3 455	2 708	27,5%
* produit des titres de participation	73		
* Gains de change	709	265	167,3%
* Intérêts et autres produits financiers	2 328	2 098	10,9%
* Reprises financières, transferts de charges	345	345	-0,1%
Charges financières	12 577	12 572	0,0%
* Charges d'intérêts	1 880	1 339	40,4%
* Pertes de change	753	1 146	-34,2%
* Autres charges financières	9 624	9 614	0,1%
* Dotations financières	320	474	-32,4%
Résultat Financier	-9 123	-9 863	-7,5%

Les produits financiers sont composés des plus-values sur cession des SICAV, des escomptes obtenus et des gains de change.

Le déficit financier a baissé de 7,5% entre 2021 et 2022 pour s'établir à -9,1 MDH contre -9,8 MDH une année auparavant. Cette amélioration est due à l'augmentation des escomptes obtenus et des gains de change.

1.5 RESULTAT NON COURANT

Le résultat non courant est formé comme suit :

Poste en KDH	2022	2021	Var. %
Produits non courants	973	1 851	-47,4%
* Produits des cessions d'immobilisations	780	1 161	-32,8%
* Reprises sur Subventions d'investissement	67	67	0.0%
* Autres produits non courants	125	623	-79,9%
Charges non courantes	3 122	1 049	197,6%
* Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	334	73	359,5%
* Autres charges non courantes	2 788	976	185,5%
* Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions	0	0	-
Résultat non courant	-2 149	802	-367,8%

Le résultat non courant réalisé en 2022 est un déficit de -2.1 MDH contre un bénéfice de 0.8 MDH enregistré en 2021.

Ceci est expliqué d'une part par l'augmentation de la contribution sociale en 2022 passée de 0,7 MDH à 2,4 MDH et d'autre part par la baisse des autres produits non courants. Ainsi, les produits de cession des immobilisations sont passés de 1.2 MDH en 2021 à 0.8 MDH en 2022.

1.6 RESULTAT NET :

L'exercice 2022 est clôturé avec un bénéfice net de 35.3 MDH contre 33.2 MDH réalisé en 2021. Soit une évolution de 6.6% grâce aux bonnes performances commerciales au cours de l'exercice 2022 et la maîtrise des charges d'exploitation.

II- ANALYSE DU BILAN

2.1 LE FONDS DE ROULEMENT

a- Les capitaux permanents

Au 31 décembre 2022, les capitaux permanents hors résultat se présentent comme suit :

Poste en KDH	2022	2021
Les capitaux propres hors résultat	284 718	284 195
Les capitaux propres assimilés	-	67
Les dettes de financement	20 462	25 637
Total	305 180	309 899

En 2022, les capitaux permanents ont connu les variations suivantes :

- L'augmentation de capital de 120 882 080 DH à 161 176 110 DH par incorporation de réserves facultatives.
- La distribution de dividendes à hauteur de 32 MDH.
- Les dettes de financement ont diminué de (-20%) pour s'établir à 20,5 MDH contre 25,6 MDH à fin 2021. Le montant des remboursements s'élève à 5 MDH. A noter que COLORADO n'a contracté aucun emprunt en 2022.

b- Les immobilisations nettes

Les immobilisations nettes au 31/12/2022 se présentent comme suit :

Poste en KDH	2022	2021
Immobilisations en non valeurs	313	313
Amortissements / Immobilisations en non valeurs	-193	-131
Immobilisations incorporelles	7 481	6 561
Amortissements / Immobilisations incorporelles	-2 304	-2 091
Immobilisations corporelles	313 818	305 049
Amortissements / Immobilisations corporelles	-188 669	-182 723
Immobilisations financières nettes	1 620	1 590
Total	132 067	128 568

Les investissements réalisés à fin 2022 sont de 16.4 MDH HT. Ils concernent principalement l'achat d'équipements techniques et les réaménagements de constructions.

Les dotations aux amortissements s'élève à 12,5 au 31 décembre 2022 contre 13,2 MDH en 2021.

Le taux de dépréciation des immobilisations corporelles est de 60% à fin 2022 (stable par rapport à fin 2021).

2.2 LE BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT :

Le BFR à fin 2022 présente comme suit :

Poste en KDH	2022	2021
Besoin en Fonds de Roulement	205 433	85 544
Chiffre d'Affaires	609 919	574 064
BFR en nombre de jours du CA	121	54

En montant, le Besoin en Fond de Roulement (BFR) est passé de 85.5 MDH à fin 2021 à 205.4 MDH à fin 2022.

Le BFR représente ainsi 121 jours du Chiffre d'Affaires HT.

Cette augmentation s'explique principalement par la baisse de l'encours fournisseurs.

2.3 TRESORERIE NETTE

La TN de l'exercice se présente comme suit :

Poste en KDH	2022	2021
Trésorerie nette	3 032	128 948

La trésorerie nette a connu une baisse de 98 % entre 2021 et 2022 suite à l'augmentation du Besoin en Fond de Roulement. Elle est composée des soldes bancaires.

III- INFORMATION SUR LES DELAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS LOCAUX

Les soldes des postes «Fournisseurs» et «Fournisseurs, factures non parvenues» sont composés comme suit :

Poste fournisseurs	Montant des dettes fournisseurs à la clôture	Montant des dettes non échues	Montant des dettes échues			
			Dettes échues de moins de 30 Jours	Dettes échues de moins de 31 et 60 Jours	Dettes échues de moins de 61 et 90 Jours	Dettes échues de plus de 90 jours
	A= B+C+D+E+F	B	C	D	E	F
Fournisseurs	48 918 289	33 317 194	5 245 020	1 843 306	1 119 355	7 393 415
%	100%	68%	11%	4%	2%	15%
Fournisseurs factures non parvenues	3 045 555	2 087 828	75 577	35 515	38 850	807 786
%	100%	69%	2%	1%	1%	27%
TOTAL	51 963 845	35 405 022	5 320 597	1 878 821	1 158 205	8 201 201
%	100%	68%	10%	4%	2%	16%

III- Facteurs de Risques :

1- RISQUE MARCHE

Compte tenu de la corrélation de son activité au secteur du bâtiment, COLORADO reste exposé au risque de baisse d'activité. Pour rappel, les ventes de ciment, principal baromètre du secteur du bâtiment, ont baissé au titre de l'année 2022 de 10,6% par rapport à 2021.

Le management de COLORADO ne ménage aucun effort face à ce risque en poursuivant sa stratégie de diversification et d'innovation.

2- RISQUE DE HAUSSE DES PRIX DES INTRANTS

Durant les deux dernière années, plusieurs matières premières principales pour l'activité de COLORADO ont subi de fortes augmentations de prix.

Compte tenu de la concurrence rude que connaît le marché de peintures au Maroc, COLORADO n'a pu répercuter que partiellement les augmentations de coût des intrants sur ses prix de vente.

3- RISQUE DE PENURIE DES MATIERES PREMIERES

L'augmentation des prix des intrants enregistrée en 2021 et 2022 a été accompagnée par un phénomène de pénurie de certaines matières premières stratégiques.

COLOARDO assure une veille afin d'anticiper le comportement des marchés à l'international et oeuvre pour diversifier ses sources d'approvisionnement.

4- RISQUE CLIENTS

COLORADO pratique des ventes à crédit et se trouve ainsi confrontée au risque clients qui en découle. Ce risque peut se matérialiser par la constitution de créances en souffrance qui pourraient se transformer en contentieux avec certains clients.

Pour se prémunir contre le risque clients, plusieurs mécanismes sont mis en place par COLORADO notamment :

- Mise en place d'une politique des plafonds clients,
- Mise en place d'une politique dynamique de gestion des créances douteuses,
- Audit périodique des soldes clients.

Au fil du temps, certains clients en compte voient leurs chiffres d'affaires augmenter sensiblement car ils

deviennent d'importants distributeurs des produits COLORADO. Cela induit une augmentation considérable

du risque crédit encouru par COLORADO à leurs égards. L'encours crédit peut dépasser les 150 jours de

chiffre d'affaires avec ces clients.

5- RISQUE DE CHANGE

A l'instar des sociétés importatrices, COLORADO doit faire face aux fluctuations des taux de change.

Aussi, pour réduire ce risque, la société utilise les instruments bancaires de couverture à terme selon la tendance du marché.

6- RISQUE DE MANIPULATION DE PRODUITS A RISQUE, NOTAMMENT LES SOLVANTS

La manipulation de produits à base de solvants est une source de risque pour la société à cause de l'inflammabilité de type de produits.

Cependant, COLORADO a mis en place des mesures de sécurité au travail qui ont été couronnées, en janvier 2009, par l'obtention de deux certificats:

- ISO 45001 pour la sécurité et la santé au travail.
- ISO 14001 pour l'environnement.

COLORADO a souscrit une assurance Incendie/Explosion pour se prémunir contre ce risque.

7- RISQUE LIE A LA LOI N° 69-21 FIXANT LES DELAIS DE PAIEMENT AU MAROC

La loi n° 69-21 sur les délais de paiement stipule que les délais de paiement entre partenaires commerciaux doivent être précisés avant la conclusion de toute transaction sur tout document probant, tel qu'une facture, un bon de livraison ou un contrat de vente.

Le délai de paiement légal est de 60 jours. Les partenaires peuvent convenir d'un délai plus long qui ne peut néanmoins dépasser 120 jours.

Cette loi concerne toute entreprise de droit privé, ou tout délégataire de la gestion d'un service public ainsi que les établissements publics réalisant de manière régulière des transactions de nature commerciale. Sont exclues les personnes morales et physiques dont le chiffre d'affaires est inférieur à 2 millions de DH HT.

Les infractions à la loi sont sanctionnées d'une amende équivalente au montant du taux directeur de Bank Al-Maghrib, qui est actuellement de 3,0%, majorée de 0,85% pour chaque mois ou fraction de mois de retard.

Ne sont pas concernées par cette amende les factures émises avant le 1er janvier 2025 et dont le montant est inférieur ou égal à 10.000 DH TTC. L'amende, dont le recouvrement et le contrôle des déclarations sont confiés à l'administration fiscale, sera appliquée au montant impayé TTC en tenant compte de la TVA.

L'amende devra être acquittée de manière spontanée au Trésor au moment du dépôt de la déclaration trimestrielle des impayés.

Les entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 2 millions de DH HT sont tenues de souscrire une déclaration trimestrielle même en l'absence de factures impayées dans les délais, et ce avant la fin du mois suivant l'expiration du trimestre.

8- RISQUE DE CONTREFAÇON

Le fléau de contrefaçon est en constante augmentation.

COLORADO est victime de tentatives permanente d'utilisation frauduleuse des noms de ses produits par des faussaires qui utilisent des noms et des visuels similaires aux produits COLORADO, dans le but de duper le consommateur final et tirer profit de la notoriété des produits COLORADO. Pour se prémunir contre ce risque, COLORADO procède systématiquement à l'enregistrement des noms de ses produits et de leurs visuels auprès de l'OMPIC.

COLORADO intente systématiquement des actions en justice à l'encontre des faussaires..

9- RISQUE DE CONCURRENCE DELOYALE

Le manque de régulation dans le marché de peinture expose COLORADO au risque de la concurrence déloyale, qui est matérialisée par :

- Des pratiques concurrentielles démesurées et parfois illégales qui sont adoptées par certains opérateurs du secteur de la peinture ;

- Des opérateurs de l'économie souterraine qui produisent et vendent de la peinture en toute illégalité et d'une manière complètement informelle.

COLORADO essaie de sensibiliser les pouvoirs publics quant à la gravité de ce risque pour l'économie Marocaine en général.

IV - Perspectives 2023 :

Compte tenu de la décélération de l'activité du secteur du bâtiment, il reste très difficile d'avoir une visibilité sur la croissance du chiffre d'affaires en 2023.

Toutefois, COLORADO compte poursuivre sa politique de développement à l'export et la diversification de ses produits pour réduire sa dépendance vis-à-vis du marché du bâtiment et limiter la baisse potentielle en 2023.

V - Affectation du Résultat 2021 :

Compte tenu de ce qui précède, les comptes arrêtés au 31 décembre 2022 font apparaître un bénéfice net comptable de 35 351 868,48 Dirhams, un report à nouveau de 91 747 619,74 Dirhams et une réserve facultative de 19 705 970,00 Dirhams soit un cumul à affecter de **146 805 458,22 Dirhams**.

Le Conseil d'Administration proposera à la prochaine assemblée l'affectation suivante:

- Réserve légale :..... 1 767 593,42 DH,
- Distribution de dividendes
(soit un dividende ordinaire par action de 2 DH/action):..... 32 235 222,00 DH,
- Réserve facultative :..... 20 000 000,00 DH,
- Report à nouveau: 92 802 642,80 DH.

Le Président
M. Soleiman BERRADA



**Route Mly Thami, km 15 Commune Rurale
Oulad Azouz Dar BOUAZZA**

Tél: +212 (0) 522 35 23 35

ISO 9001 - ISO 14001 - ISO 45001

www.colorado.ma

